



Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAYOTTE

Recueil
des Actes Administratifs
de la Préfecture de Mayotte (RAA)

Édition SPECIALE N° 63

Mois de : **AOUT 2016**

DATE DE PARUTION : 05 AOUT 2016

IMPORTANT

Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle (raa@mayotte.pref.gouv.fr)

<p>SECRETARIAT GENERAL</p>	<p>SIGNE LE</p>	<p>Pages</p>
<p>ARRETE N° 12302/SG/2016 portant délégation de signature à M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte</p>	<p>04/08/2016</p>	<p>3</p>



PRÉFET DE MAYOTTE

Secrétariat général

ARRÊTÉ N° 12302 /SG/2016 du 04 août 2016

portant délégation de signature à monsieur Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte

LE PRÉFET DE MAYOTTE

- VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relative à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la nouvelle-Calédonie ;
- VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de monsieur Guy FITZER, sous-préfet, en qualité de chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 20 juillet 2015 portant nomination de Mme Florence GHILBERT-BEZARD, sous-préfète, en qualité de directrice de cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 06 mai 2016 portant nomination de monsieur Frédéric VEAU, en qualité de préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 15 juillet 2016 portant nomination de monsieur Eric de WISPELAERE, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du premier ministre et de la ministre des outre-mer en date du 25 mai 2016, nommant monsieur Jean ALMAZAN, en qualité de secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 6918/SG/2016 du 23 mai 2016 portant délégation de signature à monsieur Bruno ANDRÉ, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Délégation est donnée à M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, actes, rapports, correspondances et documents relevant des attributions de l'État dans le département de Mayotte à l'exception de la réquisition de la force armée, des déclinatoires de compétence, des arrêtés de conflits, des ordres de réquisition de comptable public et de la saisine de la chambre régionale des comptes de la Réunion-Mayotte, sauf en cas d'absence ou d'empêchement du préfet prévu à l'article 3 ci-dessous.

Article 2. - Délégation est donnée à M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, à l'effet de signer :

- tous actes et pièces se rapportant à l'élaboration et à l'exécution budgétaire des budgets déconcentrés de l'État, en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué,

- ou prescrire tout engagement juridique et ordonnancement des recettes concernant les budgets déconcentrés de l'État,

- de prescrire tous engagements juridiques et d'attester le service fait afférents aux dépenses de l'ensemble des centres de coûts et services bénéficiaires relevant du 307 sur l'Unité Opérationnelle de la préfecture de Mayotte.

Article 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric VEAU, préfet de Mayotte, délégation de signature est donnée à M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 4. - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Frédéric VEAU, préfet de Mayotte et M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, délégation de signature est donnée à M. Jean ALMAZAN, secrétaire général pour les affaires régionales, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 5. - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Frédéric VEAU, préfet de Mayotte et M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et M. Jean ALMAZAN, secrétaire général pour les affaires régionales, délégation de signature est donnée à M. Guy FITZER, secrétaire général adjoint à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 6. - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Frédéric VEAU, préfet de Mayotte et M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et M. Jean ALMAZAN, secrétaire général pour les affaires régionales et Guy FITZER, secrétaire général adjoint, délégation de signature est donnée à Mme Florence GHILBERT-BEZARD, directrice de cabinet à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric de WISPELAERE, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, délégation est donnée à M. Guy FITZER, secrétaire général adjoint, à l'effet de signer tout acte de gestion courante, notamment en matière de budget de fonctionnement de la préfecture de Mayotte, de gestion du personnel et de la police des étrangers.

Article 8. - L'arrêté préfectoral n° 6918/SG/2016 du 23 mai 2016 portant délégation de signature à monsieur Bruno ANDRÉ, secrétaire général, est abrogé.

Article 9. - Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte, le secrétaire général pour les affaires régionales, le secrétaire général adjoint et la directrice de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le préfet,



Frédéric VEAU